

Les hydroliennes ne veulent pas couler, encore



Un prototype d'hydrolienne a été testé durant deux ans au large de Paimpol et Bréhat (Côtes-d'Armor).

HydroQuest

Après le coûteux faux départ de 2018, les promoteurs de champs d'hydroliennes espèrent un feu vert rapide en dépit de l'incertitude politique.

La France possède deux sites propices aux hydroliennes, ces puissantes turbines animées par les courants des marées : le raz Blanchard, face au cap de La Hague (Manche), et le Fromveur, au large du Finistère, auxquels le conseil régional de Bretagne propose d'ajouter deux endroits dans le département : l'ouest d'Ouessant et le raz de Sein.

On pourrait installer pour 4 gigawatts (GW) d'hydroliennes devant le Cotentin et plus de 1 GW devant le Finistère. Soit plus de 5 GW, l'équivalent de dix parcs éoliens, comme celui de Saint-Nazaire. La production annuelle d'électricité pourrait dépasser les 17,5 térawattheures, l'équivalent de trois réacteurs nucléaires.

Pour cela, il faudra fabriquer plus d'un millier d'hydroliennes d'une vingtaine de mètres de haut. « **Il y a, à la clé, 6 000 créations d'emplois en France** », assure le Syndicat des énergies renouvelables.

Les industriels sont prêts. Le britannique Proteus Marine possède, en Ecosse, une ferme pilote dont les essais sont concluants, tout comme ceux

d'un autre prototype testé un an au Japon. Pour son projet dans le raz Blanchard, Proteus s'est associé à la Région Normandie.

L'entreprise grenobloise HydroQuest, associée à l'énergéticien Qair et au chantier naval cherbourgeois CMN, a, quant à elle, déjà fait tourner un prototype d'une puissance de 1 mégawatt durant deux ans, avec succès.

Guillaume Gréau, directeur du développement d'HydroQuest, indique : « Nous préparons la construction des sept hydroliennes de 2,5 MW, qui devraient entrer en fonctionnement fin 2027 sur notre site pilote du raz Blanchard. Mais ce n'est qu'à partir d'1 GW installé que, par l'industrialisation à grande échelle, le prix de l'électricité baissera en dessous des 100 €, jusqu'à 80 € du mégawattheure. Mais installer 1 GW, c'est 3 milliards d'euros d'investissement. Pour nous lancer, nous avons besoin de visibilité. »

Ne pas renouveler le crash de 2018

Chat échaudé craint l'eau froide... En 2018, le spécialiste du naval de défense Naval Group, très implanté à Cherbourg (Manche), puisqu'il y construit ses sous-marins, a tiré un trait sur les 250 millions d'euros qu'il avait investi pour produire des hydroliennes, faute d'appels d'offres de l'État.

Quant à l'entreprise bretonne Sabella, elle a coulé après avoir installé son prototype près d'Ouessant. L'engin fournit encore 75 % de l'électricité de l'île.

Emmanuel Macron a certes promis, en 2023, de soutenir l'hydrolien. Mais l'absence de nouvelle programmation de l'énergie publiée avant la dissolution de l'Assemblée nationale ne permet pas de lancer d'appels d'offres. Or, « afin de permettre une montée en puissance industrielle, il faudrait disposer d'appels d'offres portant sur 2,5 GW dans les dix ans, dont les premiers dès l'an prochain pour le raz Blanchard », rappelle Jules Nyssen, président du Syndicat des énergies renouvelables.

Les hydroliennes possèdent l'avantage politique d'être invisibles, donc moins polémiques que les éoliennes. Se fraieront-elles pour autant un chemin dans le chaos politique du moment ?

André THOMAS.